



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

Arrêté du 30 juillet 2024 portant prescriptions complémentaires à la société ETEX pour l'exploitation de ses installations situées à Ottmarsheim

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et livre I, titre VIII relatif aux procédures administratives, et notamment les articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU les actes administratifs délivrés antérieurement et notamment les arrêtés préfectoraux d'autorisation n° 012129 du 30 juillet 2001 et complémentaire du 27 août 2018 ;

VU le changement de dénomination sociale de LAFARGE PLÂTRES en SINIAT acté par lettre préfectorale du 12 juillet 2012 ;

VU l'annonce légale n° 3688 publiée dans le BODACC B n° 20200029 du 11 février 2020 informant de la décision de la société SINIAT de modifier sa dénomination sociale en ETEX France Building Performance ;

VU les divers courriers de l'exploitant et en particulier, ceux du 30 avril 2017, du 19 mars 2018 et du 7 juin 2018 ;

VU l'étude de risques sanitaires mise à jour, transmise par courriel du 13 mars 2024 ;

VU le rapport d'examen de l'ERS de l'inspection des installations classées sollicitant des compléments en date du 19 juillet 2024 ;

VU le rapport du 26 mars 2024 suite à la visite d'inspection du 25 janvier 2024 de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier de l'exploitant du 10 juin 2024 transmis dans le cadre de la procédure contradictoire prévue à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;

Considérant que lors de l'inspection du 25 janvier 2024, il a été constaté que la société ETEX émet toujours à l'atmosphère, en sortie du four de cuisson, du mercure dont la concentration dépasse périodiquement la valeur limite imposée à l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ($50 \mu\text{g}/\text{m}^3$) ;

Considérant que ces dépassements ne sont pas continus, mais dépendent du type de produit cuit ;

Considérant que les diverses études menées, en particulier en 2017 et 2018, ont permis de faire le lien entre les émissions de mercure et l'utilisation dans le process industriel (cuisson) de gypse synthétique provenant du traitement de fumées de centrales au charbon ;

Considérant que des prescriptions ont été prises par l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 août 2018 susvisé afin de réduire ces émissions et en particulier via la diminution progressive de l'utilisation du gypse synthétique et son remplacement par du gypse naturel ;

Considérant que l'utilisation dans le process de gypse synthétique en 2023 était supérieure à la consommation de gypse synthétique fixée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 août 2018, pour 2022 : à savoir près de 47 % contre 23 % autorisé en 2022 ;

Considérant que l'article 6 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 27 août 2018 susvisé fixe un échéancier de diminution de l'utilisation de gypse synthétique pour atteindre un minimum en 2022 ;

Considérant que l'étude de risques sanitaires transmise le 13 mars 2024 ne permet pas d'être assurée de l'absence d'impact sanitaire des rejets de mercure du site ;

Considérant que pour répondre aux exigences de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé il convient d'interdire l'utilisation du gypse synthétique ;

Considérant que la prescription de l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2001 susvisé impose une quantité totale de gypse « artificiel » présente sur la zone de stockage ;

Considérant que cette terminologie est sujette à interprétation et que cette dénomination n'est plus utilisée aujourd'hui, le gypse étant qualifié soit de synthétique, soit de recyclé ou soit de naturel ;

Considérant les constats réalisés en 2023 et 2024 sur l'état du stockage (débordement des stocks sur les zones non imperméabilisées) ;

Considérant donc que la prescription de l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2001 susvisé doit être modifiée afin de limiter la quantité totale de gypse stocké ;

Considérant les observations faites par l'exploitant dans son courrier du 10 juin 2024 susvisé concernant :

- la dénomination du gypse synthétique, il est précisé à l'article 2 du présent arrêté que l'interdiction d'utilisation porte sur tout type de gypses susceptibles d'être à l'origine d'émission de polluants dans l'air afin de ne pas interdire un gypse synthétique qui ne serait pas à l'origine de pollution ;
- le délai imposé pour l'évacuation du gypse synthétique (source des émissions de Hg actuelles) est porté à douze mois ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société ETEX, ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est situé 500 rue Marcel Demonque – Zone Agroparc – CS 70088 - 84915 Avignon cedex 9, est tenue de respecter les prescriptions édictées aux articles 2 et suivants pour l'exploitation de ses installations situées Zone Industrielle Nord à Ottmarsheim 68480.

Article 2 : L'utilisation de gypse contenant des substances conduisant à des rejets non conformes à la cheminée du four est interdite.

Article 3 : Dans un délai de douze mois à compter de la notification du présent arrêté, les stocks de gypse synthétique (source de pollution au mercure) présents le jour de l'inspection du 25 janvier 2024 sont éliminés.

Article 4 : Les dispositions de l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2001 susvisé, sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les aires des stockages et des postes de déchargement du gypse devront être constitués d'un matériau étanche tel qu'enrobé bitumineux.

La quantité maximale de matériaux stockée sera de 80 000 tonnes sur la zone de stockage d'une superficie de 11 000 m² située au sud ouest du site (cf. plan en annexe).

Article 5 : Modalités d'exécution

Article 5.1 – publicité

Une copie du présent arrêté est transmise au maire d'Ottmarsheim pour y être consultée. Cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire d'Ottmarsheim.

Le présent arrêté est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation, par l'exploitant.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5.2 – Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5.3 – Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5.4 - Sanctions

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des dispositions du chapitre Ier du titre 7 du livre Ier du Code de l'environnement.

Article 5.5 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire d'Ottmarsheim et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargé de l'inspection des installations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société ETEX.

À Colmar, le 30 juillet 2024

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

signé

Augustin CELLARD

Délais et voies de recours (article R. 181-50 du code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'Environnement).